

Le feuilleton des pressions exercées sur le Pakistan 1/2

Le 9 août 2023, 12h00 p.m. par Ryan Grim, Murtaza Hussain <https://theintercept.com/2023/08/09/imran-khan-pakistan-cypher-ukraine-russia/>



Imran Khan, ancien Premier ministre pakistanais, lors d'une interview à Lahore, Pakistan, le 2 juin 2023 (Photo : Betsy Joles/Bloomberg via Getty Images)

Un câble secret du Pakistan démontre que les Etats-Unis ont exercé des pressions pour la destitution d'Imran Khan. Si le vote de défiance contre le Premier ministre pakistanais Imran Khan aboutit, «Alors, tout sera pardonné», a déclaré un diplomate américain.

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 7 mars 2022, le Département d'Etat des Etats-Unis a encouragé le gouvernement pakistanais à limoger Imran Khan de ses fonctions de Premier ministre en raison de sa neutralité face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, selon un document classifié du gouvernement pakistanais obtenu par *The Intercept*.

Cette réunion, qui s'est tenue entre l'ambassadeur du Pakistan aux États-Unis et deux responsables du Département d'État, a fait l'objet d'un examen minutieux, de controverses et de spéculations au Pakistan (<https://theintercept.com/2023/05/12/deconstructed-turkey-election-pakistan-palestine/>) au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler, alors que les partisans d'Imran Khan et ses opposants militaires et civils s'affrontaient pour obtenir le pouvoir.

La lutte politique s'est intensifiée le 5 août dernier lorsque Khan a été condamné à trois ans de prison pour corruption et placé en détention pour la deuxième fois depuis son éviction. Les défenseurs de Khan rejettent les accusations comme étant sans fondement.

Cette condamnation empêche d'autre part Khan, l'homme politique le plus populaire du Pakistan, de se présenter aux élections prévues au Pakistan plus tard cette année. Un mois après la réunion avec les responsables américains décrite dans le document du gouvernement pakistanais qui a fait l'objet d'une fuite, un vote de défiance a été organisé au Parlement, conduisant à la destitution de Khan.

Ce vote aurait été organisé avec le soutien de la puissante armée pakistanaise. Depuis lors, Khan et ses partisans se sont engagés dans une lutte contre l'armée et ses alliés civils, qui, selon Khan, ont organisé sa destitution à la demande des États-Unis. Le texte du câble pakistanais, rédigé par l'ambassadeur à l'issue de la réunion et transmis au Pakistan, n'a jamais été publié auparavant.

Il est connu en interne sous le nom de « cypher » et révèle à la fois la carotte et le bâton dont le Département d'État s'est servi au cours de sa campagne anti-Khan, en promettant des relations plus cordiales si Khan était démis de ses fonctions, et des mesures d'isolement qui s'ensuivraient dans le cas contraire.

Le document, classé «Secret», relate la rencontre entre des membres du Département d'État, dont le secrétaire d'État

adjoint chargé du Bureau des affaires pour l'Asie Centrale et Méridionale, Donald Lu, et Asad Majeed Khan, qui était à l'époque ambassadeur du Pakistan auprès des États-Unis.

Le document a été fourni à *The Intercept* par une source anonyme de l'armée pakistanaise qui a déclaré n'avoir aucun lien avec Imran Khan ou le parti de Khan. *The Intercept* publie ci-dessous le corps du câble, en corrigeant les fautes de frappe mineures, dans la mesure où de tels détails peuvent être utilisés pour filigraner les documents (<https://theintercept.com/2022/12/15/elon-musk-leaks-twitter/>) et tracer ainsi leur diffusion.

Le contenu du document obtenu par *The Intercept* est conforme aux informations publiées (<https://www.dawn.com/news/1685395>) dans le journal pakistanaise *Dawn* (<https://www.dawn.com/news/1713083>) et ailleurs, décrivant les conditions de la réunion et les détails du câble lui-même, y compris les mentions relatives à sa classification qui ont été exclues dans la présentation de *The Intercept*.



Donald Lu, diplomate en activité et secrétaire d'État adjoint au Bureau des affaires de l'Asie Centrale et Méridionale, salue la presse à son arrivée à l'aéroport international de Tribhuvan, le 14 juillet 2023, à Katmandou, au Népal (Photo : Abhishek Maharjan/Sipa via AP Images)

La dynamique des relations entre le Pakistan et les États-Unis telle que décrite dans le câble a été confirmée par la suite. Dans le câble, les États-Unis s'opposent à la politique étrangère de Khan concernant la guerre en Ukraine. Ces positions ont été rapidement infléchies après sa destitution, qui a été suivie, comme cela avait été annoncé lors de la réunion, d'un rapprochement entre les États-Unis et le Pakistan.

Cette réunion diplomatique s'est tenue deux semaines après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, qui a débuté alors que Khan était en route pour Moscou, une visite qui a exaspéré Washington. Le 2 mars, quelques jours seulement avant la réunion, Lu avait été interrogé lors d'une audition de la commission sénatoriale des Affaires étrangères quant à la neutralité de l'Inde, du Sri Lanka et du Pakistan dans le conflit ukrainien.

En réponse à une question du sénateur Chris Van Hollen (Démocrate-Maryland) sur la récente décision du Pakistan de s'abstenir lors du vote de la résolution des Nations unies condamnant le rôle de la Russie dans le conflit, Lu a déclaré : «Le Premier ministre Khan s'est récemment rendu à Moscou, et nous essayons donc de déterminer comment nous

pouvons nous occuper spécifiquement du Premier ministre suite à cette initiative».

Van Hollen s'est montré indigné de constater que les responsables du Département d'État ne communiquaient pas avec Khan sur ce sujet. La veille de la réunion, Khan a pris la parole lors d'un rassemblement et a répondu (<https://www.agenzianova.com/en/news/pakistan-il-premier-agli-ambasciatori-ue-sullucraina-non-siamo-vostri-schiavi/>) très directement aux appels européens invitant le Pakistan à se rallier aux soutiens à l'Ukraine.

«Sommes-vous vos esclaves?» a tonné (https://youtu.be/BnN_PA5YVzM?t=21) Khan en direction de la foule. «Que pensez-vous de nous? Que nous sommes vos esclaves et que nous ferons tout ce que vous nous demandez?» a-t-il demandé. «Nous sommes les amis de la Russie, mais nous sommes aussi les amis des États-Unis. Nous sommes les amis de la Chine et de l'Europe. Nous n'appartenons à aucune alliance».

Selon le document, lors de cette réunion, Lu a exprimé sans détour le mécontentement de Washington concernant la position du Pakistan au sujet du conflit. Le document cite Lu déclarant que «les gens ici et en Europe s'inquiètent et se demandent pourquoi le Pakistan adopte une position neutre aussi agressive (concernant l'Ukraine), à supposer qu'une telle attitude soit même concevable. Cela ne nous semble pas si neutre que cela».

Lu a ajouté qu'il avait eu des discussions internes avec le Conseil national de sécurité des États-Unis et «qu'il semble assez clair qu'il s'agit ici de la prise de position du Premier ministre». Lu soulève ensuite carrément la question d'un vote de défiance: «Je pense que si le vote de défiance contre le Premier ministre aboutit, alors tout sera pardonné à Washington parce que la visite en Russie est considérée comme une décision du seul Premier ministre », a déclaré Lu, selon le document. «Dans le cas contraire, a-t-il poursuivi, je pense que nous allons vers des temps difficiles».



Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Asad Majeed Khan, à Ankara, en Turquie, le 6 juillet 2023 (Photos Ozge Elif Kizil/Anadolu Agency via Getty Images)

Lu a également prévenu que si cette question n'était pas réglée, le Pakistan serait marginalisé par ses alliés occidentaux. «Je ne peux pas dire comment cela sera perçu par l'Europe, mais je ne doute pas qu'elle réagira de la même manière», a déclaré Lu, ajoutant que Khan pourrait être «isolé» tant par l'Europe que par les États-Unis si son mandat se prolongeait.

Interrogé sur les propos tenus par Lu dans le câble pakistanais, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, a déclaré: «Rien dans ces prétendus commentaires n'indique que les États-Unis prennent position quant à l'identité de la personne qui devrait diriger le Pakistan». Miller a précisé qu'il ne ferait aucun commentaire au sujet d'entretiens diplomatiques privés.

L'ambassadeur pakistanais a réagi en exprimant son mécontentement face au manque de détermination des dirigeants américains: «Cette frilosité a donné l'impression que nous étions totalement ignorés, voire considérés comme allant de soi. Nous avons également eu le sentiment que les États-Unis s'attendaient à obtenir le soutien du Pakistan dans toutes les questions importantes pour eux, mais que ce n'était pas réciproque».

La discussion s'est terminée, selon le document, lorsque l'ambassadeur pakistanais a exprimé le souhait que la question de la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'ait pas «d'impact sur nos relations bilatérales». Lu a rétorqué que les dégâts étaient réels mais pas irrémédiables, et qu'une fois Khan parti, les relations pourraient revenir à la normale.

«Je suis prêt à affirmer que, de notre point de vue, cela a déjà créé une brèche dans nos relations», a déclaré Lu, en évoquant une nouvelle fois la «situation politique au Pakistan. «Attendons quelques jours pour voir si celle-ci évolue, ce qui signifierait que nous n'aurions pas de désaccord majeur sur cette question et que le problème disparaîtrait très rapidement.

Dans le cas contraire, nous devons aborder cette question de front et décider de la façon de la gérer». Le lendemain de la réunion, le 8 mars, les opposants de Khan au Parlement ont franchi (<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/pakistani-opposition-rallies-press-pm-khan-resign-2022-03-08/>) une étape procédurale clé en vue du vote de défiance.

«Le sort de Khan n'était pas scellé au moment où cette réunion a eu lieu, mais son avenir était précaire», a déclaré Arif Rafiq, chercheur non résident au Middle East Institute et spécialiste du Pakistan. «Ce qui se passe ici, c'est que l'administration Biden envoie un message à ceux qu'elle considère comme les véritables dirigeants du Pakistan, leur indiquant que tout ira mieux si le premier ministre est écarté du pouvoir».

The Intercept a déployé des efforts considérables pour authentifier le document. Compte tenu du climat qui règne au Pakistan en matière de sécurité, il n'a pas été possible d'obtenir une confirmation de la part de sources indépendantes au sein du gouvernement pakistanais. L'ambassade du Pakistan à Washington n'a pas répondu à notre demande de commentaire.

Miller, porte-parole du département d'État, a déclaré: «Nous avons exprimé notre inquiétude au sujet de la visite de Khan, alors Premier ministre, à Moscou le jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et nous avons fait part de notre opposition tant en public qu'en privé». Il a ajouté que «les allégations qui voudraient que les États-Unis se soient immiscés dans les décisions internes au sujet de la direction du Pakistan sont fausses. Elles se sont toujours révélées fausses et continuent de l'être».



Imran Khan, ancien premier ministre pakistanais, lors d'une interview à Lahore, Pakistan, le 24 janvier 2023 (Photo Betsy Joles/Bloomberg via Getty Images)

Dénégations américaines

Le Département d'État a précédemment nié et ce, à plusieurs reprises, que Lu ait pressé le gouvernement pakistanais de destituer le Premier ministre. Le 8 avril 2022, alors que Khan avait affirmé qu'il existait un câble confirmant ses accusations d'ingérence américaine, la porte-parole du département d'État, Jalina Porter, a été interrogée (<https://www.state.gov/briefings/departement-press-briefing-april-8-2022/>) sur la réalité de ce câble.

«Permettez-moi de vous dire très honnêtement que ces allégations ne sont absolument pas fondées». Au début du mois de juin 2023, Khan a accordé une interview à *The Intercept* (<https://theintercept.com/2023/06/05/imran-khan-interview/>) et a une nouvelle fois réitéré ses allégations. En réponse à une demande de commentaire, le Département d'État a alors renvoyé aux dénégations précédentes.

Khan est resté sur ses positions et le Département d'État a de nouveau démenti l'accusation tout au long des mois de juin et juillet, et ce, à au moins trois reprises (<https://www.state.gov/briefings/departement-press-briefing-june-27-2023/>) lors de conférences de presse et une nouvelle fois dans un discours (<https://islamabadpost.com.pk/us-defends-donald-lu-against-misinformation/>) prononcé par un secrétaire d'État adjoint délégué au Pakistan, qui a qualifié ces allégations de «propagande, de désinformation et de déformation».

Lors de cette dernière intervention, Miller, porte-parole du Département d'État, a tourné la question en dérision. «J'ai l'impression qu'il va me falloir apporter un écriteau que je pourrai brandir en réponse à cette question pour dire que cette allégation n'est pas vraie», a déclaré Miller (<https://twitter.com/shemrez/status/1683840497654300673?s=46&t=S2SeunXz7qXWOdOHUxDn4g>), en riant et en provoquant les rires de la presse. «Je ne sais pas combien de fois il faudra que je le répète. Les États-Unis ne se prononcent pas sur le choix d'un candidat ou d'un parti politique par rapport à un autre ni au Pakistan ni dans aucun autre pays».



Au moins cinq personnes sont mortes dans des violences après que M. Khan - le leader politique le plus populaire du Pakistan selon les sondages - a été arrêté dans une affaire de fraude foncière mardi [Sabir Mazhar/ Anadolu Agency]. Publié le 10 mai 2023

Alors que la polémique autour du câble s'est jouée en public et dans la presse, l'armée pakistanaise a lancé un assaut sans précédent contre la société civile pakistanaise afin de réduire au silence toute forme de dissidence et de liberté d'expression qui avait existé jusqu'alors dans le pays.

Ces derniers mois, le gouvernement dirigé par les militaires a réprimé non seulement les dissidents, mais aussi les personnes soupçonnées d'être à l'origine de fuites au sein de ses propres institutions, en adoptant la semaine dernière une loi autorisant les perquisitions sans mandat et de longues peines de prison pour les lanceurs d'alertes.

Ébranlés par la démonstration publique de soutien en faveur de Khan – exprimée par une série de manifestations populaires et d'émeutes (<https://www.cbsnews.com/news/pakistan-imran-khan-arrest-protests-deaths-army-deployed/>) en mai – les militaires se sont également octroyé des pouvoirs autoritaires qui réduisent radicalement les libertés civiles, criminalisent les critiques à l'encontre des militaires, renforcent le rôle déjà considérable du gouvernement dans l'économie du pays et donnent aux dirigeants militaires un droit de veto permanent sur les affaires politiques et civiles.

Ces attaques radicales contre la démocratie ont été largement ignorées par les responsables américains. Fin juillet, le chef du Commandement central américain, le général Michael Kurilla, s'est rendu au Pakistan, puis a publié une déclaration indiquant que sa visite avait eu pour objet le «renforcement des relations entre militaires», sans mentionner la situation politique du pays.

Cet été, le représentant Greg Casar, Démocrate-Texas, a tenté d'ajouter une mesure à la Loi d'autorisation de la défense nationale (National Defense Authorization Act) demandant au Département d'État américain de se pencher sur le recul de la démocratie au Pakistan, mais elle n'a pas été votée par la Chambre des représentants.

Lors d'une conférence de presse (<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/arrest-pakistans-imran-khan-an-internal-matter-us-says-2023-08-07/>) ce lundi (7 août), en réponse à une question quant à l'équité du procès de Khan, le porte-parole du Département d'État, Miller, a déclaré: «Nous pensons qu'il s'agit d'une question interne au Pakistan».

Le Chaos politique

Le fait que Khan ait été écarté du pouvoir après s'être brouillé avec l'armée pakistanaise, cette même institution qui aurait favorisé son ascension politique, a plongé ce pays de 230 millions d'habitants dans la tourmente politique et économique (<https://theintercept.com/2023/02/12/pakistan-economy-crisis-imf/>).



La police arrête un partisan de l'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan lors d'affrontements à Islamabad, au Pakistan, le 12 mai 2023 (2023 W.K. Yousafzai/AP Photo)

Les manifestations contre la destitution de Khan et la suppression de son parti ont balayé le pays et paralysé ses institutions, tandis que les dirigeants pakistanais actuels ont du mal à faire face à une crise économique en partie

déclenchée par l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine sur les prix mondiaux de l'énergie (<https://www.cfr.org/in-brief/whats-stake-pakistans-power-crisis>).

Le chaos actuel a entraîné des taux d'inflation vertigineux et une fuite des capitaux hors du pays. Outre l'aggravation de la situation pour les citoyens ordinaires, un régime de censure extrême a également été mis en place sous la direction de l'armée pakistanaise, les médias n'ayant même pas le droit de mentionner le nom de Khan, comme l'a précédemment rapporté (<https://theintercept.com/2023/06/02/imran-khan-pakistan-military-coverage-ban/>) *The Intercept*.

Des milliers de membres de la société civile, pour la plupart des partisans de Khan, ont été arrêtés par l'armée (<https://www.hrw.org/news/2023/05/20/pakistan-mass-arrests-target-political-opposition>), une répression qui s'est intensifiée après l'arrestation de Khan au début de cette année et sa détention pendant quatre jours, ce qui a déclenché des manifestations dans tout le pays. Des témoignages dignes de foi font état d'actes de torture perpétrés par les forces de sécurité et alors que plusieurs décès en garde à vue ont été signalés.

Au Pakistan, où la presse était autrefois très dynamique, les mesures de répression ont pris une tournure particulièrement inquiétante. Arshad Sharif, un des plus importants journalistes pakistanais qui a fui le pays, a été abattu à Nairobi (<https://www.theguardian.com/world/2022/oct/24/pakistani-journalist-arshad-sharif-killed-by-police-in-kenya-was-case-of-mistaken-identity>) en octobre dernier dans des circonstances qui restent à éclaircir.

Un autre journaliste bien connu, Imran Riaz Khan, a été interpellé par les forces de sécurité dans un aéroport (<https://www.aljazeera.com/news/2023/5/23/journalist-imran-riaz-khan-still-missing-in-pakistan>) en mai dernier et on ne l'a pas revu depuis. Tous deux avaient fait des reportages au sujet du câble classé secret, qui, au Pakistan, est devenu presque mythique, et ils faisaient partie des quelques journalistes qui avaient été informés de son contenu avant l'éviction de Khan.

Ces attaques contre la presse ont instauré un véritable climat de peur qui a empêché les journalistes et les institutions pakistanaises de rendre compte de ce document. En novembre dernier, Khan lui-même a fait l'objet d'une tentative d'assassinat, on lui a tiré dessus lors d'un rassemblement politique, cette attaque l'a blessé et a tué un de ses partisans.



Des vendeurs vendent des fruits sous des lumières alimentées par des batteries pendant une panne d'électricité à Lahore, au Pakistan, le 23 janvier 2023 (Photo Betsy Joles/Bloomberg via Getty Images)

Au Pakistan, son emprisonnement a été largement perçu, y compris par de nombreux détracteurs de son gouvernement, comme une tentative des militaires d'empêcher son parti de se présenter aux prochaines élections. Les sondages

montrent que s'il était autorisé à participer au scrutin, Khan l'emporterait probablement.

«Khan a été condamné sur la base de charges peu convaincantes à l'issue d'un procès au cours duquel sa défense n'a même pas été autorisée à produire des témoins. Il avait déjà survécu à une tentative d'assassinat, vu un journaliste qui lui était favorable être assassiné et assisté à l'emprisonnement de milliers de ses partisans».

«Alors que l'administration Biden a déclaré que les droits humains seraient au premier plan de sa politique étrangère, elle détourne aujourd'hui le regard alors que le Pakistan est en passe de devenir une dictature militaire à part entière », a déclaré Rafiq, chercheur au Middle East Institute.

«En fin de compte, il s'agit pour les militaires pakistanais de se servir des influences extérieures pour préserver leur hégémonie sur le pays. Chaque fois qu'il y a une importante confrontation géopolitique, qu'il s'agisse de la Guerre froide ou de la guerre contre le terrorisme, ils savent comment manipuler les États-Unis en leur faveur».

Le fait que Khan ait fait plusieurs fois référence au câble lui-même a contribué à ses ennuis judiciaires, les procureurs ayant ouvert une enquête séparée pour déterminer s'il avait violé les lois sur les secrets d'État en le mentionnant (<https://apnews.com/article/pakistan-imran-khan-violation-official-secrets-9f937c6d321ab5a3cd4d7d8d751e5703>).

(A suivre)